

Le papier cache la forêt

En ce début de XXI^{ème} siècle, l'état de la durabilité des ressources est préoccupant. Les forêts y jouent un rôle important de générateur ou régénérateur (réserve d'humidité, de nourriture, fixation des sols et du CO₂, notamment). C'est pourquoi l'usage de leurs ressources, ainsi que celui de leurs produits dérivés comme le bois et le papier, revêt une importance particulière. Ces aspects sont vus ici à partir de perspectives variées.

Le guide du WWF pour l'achat du papier part des bienfaits du papier comme support à la culture, l'écriture, la lecture, et ainsi à la démocratie. De plus il est tiré d'une ressource renouvelable. Toutefois, la consommation quotidienne mondiale croissante de 1 million de tonnes de papier n'est plus sans perturber la flore et la faune des forêts naturelles, tout comme les personnes qui sont tributaires de celles-ci pour leur existence. Par ailleurs, l'industrie du papier est une importante émettrice de gaz à effet de serre, elle utilise beaucoup d'eau et d'énergie et produit des matières polluantes.

Observer les normes de certification et inspirer des initiatives auprès d'entreprises comptent parmi les réponses illustrées dans ce guide. Ainsi, la Deutsche Bahn émet les billets de train sur papier certifié.

Enfin, à l'usage des fabriques de papier, la carte de pointage du papier (WWF's Paper Scorecard) permet d'obtenir un pointage sur différents critères du produit ; ces pointages peuvent ensuite être comparés avec ceux

provenant d'autres manufactures de papier. La connaissance de ces résultats peut également guider l'acheteur et le consommateur dans leurs choix.

Le guide à l'approvisionnement durable en produits dérivés du bois et du papier s'adresse plutôt aux entrepreneurs, acheteurs de papier, de bois et produits dérivés, qui n'ont pas l'expertise forestière à portée de main. Dix questions-clés à se poser, réparties en termes légaux, environnementaux et sociaux, y sont retenues. A côté de la légalité de production et de l'égard au changement climatique, deux points touchant à l'usage approprié de fibres recyclées et d'autres ressources retiennent notre attention. L'usage de fibre recyclée est un complément important à celui de la fibre vierge. D'autre part, des fibres comme le chanvre et la paille peuvent aussi servir à la fabrication du papier. Une voie qui pourrait être explorée serait d'encourager l'incorporation d'autant de matériel recyclé possible, éditant des mesures de collecte de fibres recyclées pour atteindre un montant suffisant qui réponde à la demande.

Pour compléter, un tableau en matrice analyse les différentes initiatives d'approvisionnement du bois et du papier à la lueur des étapes de la filière, de la localisation géographique, et des questions-clés posées plus haut. De



Une femme employée dans l'unité de transformation du papier Bhimeshwor, District de Dolakha, Népal. Séchage du papier brut tiré de la fibre Lokta (Daphne spp) par les groupes d'utilisateurs locaux des forêts communautaires. L'entreprise est appuyée par le Nepal Swiss Community Forestry Project. (Photo : Jane Carter, Intercooperation (IC-HO), avril 2008)

Article de fond

Le papier cache la forêt 1

Politique

Le Nicaragua prépare le terrain pour une agriculture biologique 3

Le rôle croissant de l'environnement dans la réalité politique 4

Biodiversité forestière, un manuel à la croisée des politiques 4

Vers une interdiction des nanoparticules dans les produits biologiques? 5

Mise en œuvre

La formation est essentielle pour le développement agricole 5

Consultation autour du Partenariat mondial pour les forêts 6

Monitoring environnemental au niveau des communautés 6

Les peuples indigènes et le changement climatique 7

Recherche

Café du Vietnam : la tasse est amère 7

InfoResources

InfoResources a de nouveaux partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie 8

Article de fond

plus, y sont insérées les caractéristiques quant à l'objectif de ces initiatives, ainsi que les coordonnées de contact.

A petite échelle, la production du papier Lokta (*Daphne* spp.) au Népal répond à plusieurs critères de durabilité retenus plus haut. L'industrie manuelle de ce papier est le témoin d'une filière de bout en bout. Jusqu'en 1959, la correspondance légale du gouvernement avait l'obligation d'utiliser ce papier. Une grande demande émanait également des monastères bouddhistes. Plus récemment, ce sont les touristes et le monde urbain népalais qui ont fait croître la demande. Près de 4'000 familles sont employées dans la transformation du papier en milieu rural.

Le papier Lokta est fabriqué à partir d'une fibre végétale poussant naturellement dans la plupart des forêts de conifères. La période de croissance de celle-ci est de 5 à 6 ans, environ 110'500 tonnes en sont disponibles au Népal et l'extraction annuelle atteint 800 à 1'000 tonnes.

En tant qu'acheteurs et consommateurs, voici donc des pistes à suivre en vue d'une diminution de la dégradation des forêts, de la contribution au changement climatique, du gaspillage.

SOURCES

The WWF Guide to Buying Paper. WWF, End 2007. 14 p.
http://assets.panda.org/downloads/wwf_paper_guide.pdf

Sustainable Procurement of Wood and Paper-based Products: An introduction. World Resources Institute, End 2007. 15 p. http://pdf.wri.org/gfw_sustainableprocurementguide_intro.pdf

Sustainable Procurement of Wood and Paper-based Products: Guide and resource kit. World Resources Institute, March 2008. 142 p.
http://pdf.wri.org/gfw_sustainableprocurementguide.pdf,
List of tools: http://pdf.wri.org/gfw_sustainableprocurementguide_tables.pdf

Handmade Paper in Nepal: Upgrading with Value Chain Approach. GTZ, 2007. 32 p.
www.pspnepal.org/HandmadePaperB.zip

Le Nicaragua prépare le terrain pour une agriculture biologique

Au cours des 25 dernières années, l'agriculture biologique s'est fortement développée au Nicaragua. Grâce notamment à l'initiative d'ONGs et d'organisations de producteurs, plus de 6'600 paysans cultivent aujourd'hui des plantes vivrières bio sur près de 70'000 hectares. Les productions les plus importantes, en grande partie destinées à l'exportation, sont le café, le sésame, la noix de coco, le miel et le cacao.

La demande internationale en produits alimentaires biologiques continue d'être très forte. Le Nicaragua dispose de terres arables en suffisance, les paysans sont nombreux à utiliser des techniques traditionnelles respectant l'environnement et le climat politique du pays est relativement propice.

Afin que ces facteurs favorables puissent être mis à profit pour une croissance réussie de l'agriculture biologique, les représentants de la branche proposent diverses mesures dans un document politique : création de capacités institutionnelles pour promouvoir, contrô-

ler et organiser efficacement le secteur bio ; développement de compétences technologiques en matière de production et de transformation ; amélioration de l'accès aux marchés d'exportation et développement des marchés locaux par une meilleure information et des procédures de certification plus favorables. On propose finalement que l'État stimule le passage à l'agriculture biologique par des mesures incitatives comme des allègements fiscaux, la rémunération de services environnementaux ou des garanties de prix.

SOURCE

Propuesta política para el fomento de la agricultura orgánica en Nicaragua. Borrador propuesto para discusión de parte del sector orgánico nicaragüense. Managua, Febrero 2008. 28 p.
www.simas.org.ni/files/cidoc/PropuestaPoliticaOrganica-Nic.080218.pdf



Un paysan cultive des fraises biologiques au Nicaragua. (Photo : Manuel Fandiño)

Le rôle croissant de l'environnement dans la réalité politique

Aux Etats-Unis surtout, mais aussi ailleurs, le *World Resource Institute WRI* observe une nouvelle dynamique dans le domaine de la politique environnementale, avec le changement climatique comme cheval de bataille: le secteur privé se mobilise et exige des solutions politiques pragmatiques. L'Europe est le moteur dans ce contexte, alors qu'aux Etats-Unis, les élections présidentielles retardent les processus de décision correspondants. Quant à la Chine, en passe de devenir le principal émetteur de gaz carbonique de la planète, la communauté internationale et surtout les partenaires commerciaux la pressent de pratiquer une politique plus soucieuse de l'environnement et du climat. Par ailleurs, l'auteur observe une forte augmentation des investissements dans de nouvelles technologies propres. Mentionnons à ce propos le développement

d'une deuxième génération de biocarburants, à base de cellulose et de déchets organiques notamment, afin de pallier les effets négatifs de la production sur l'environnement et la sécurité alimentaire. Parallèlement, la technologie solaire devient compétitive sur le plan commercial et la mise au point de nouvelles techniques pour la capture et le stockage du carbone progresse sensiblement.

SOURCE

Environmental stories to watch in 2008. Remarks by Jonathan Lash on December 18, 2007 at the National Press Club Briefing for Journalists. World Resources Institute. 2008. 17 p.
<http://pdf.wri.org/environmental-stories-to-watch-2008.pdf>

Biodiversité forestière, un manuel à la croisée des politiques

L'application d'une taxation favorable au forage en vue de localiser du pétrole entraîne souvent une diminution de la surface forestière. Ainsi, en général, les politiques en vigueur dans les secteurs qui utilisent des produits forestiers ou des terres forestières exercent forcément des effets sur les forêts. A partir d'une matrice qui considère ces différents secteurs et les instruments dont ils disposent, le manuel développe des options en vue de réduire les impacts transversaux qui affectent la biodiversité forestière.

Une étude de cas parmi d'autres: Le Costa Rica. Le pays est riche en biodiversité et en réserves boisées. Afin de les préserver, un système économique d'encouragement y a été instauré dès 1992. C'est un programme de compensation qui défraie les propriétaires de forêts pour les services environnementaux que cette dernière fournit: activités de bien-être et de loisir, protection des bassins versants et réduction des gaz à effet de serre.

Les instruments pour préserver la biodiversité résident le plus souvent dans l'application de codes de conduite, dans la mise en place de modèles de compensation ou dans l'aménagement d'accès au marché pour les populations locales.

Et pour clore ce manuel, relevons la sélection de références commentées, récentes et recouvrant un large spectre géographique.

SOURCE

Cross-Sectoral Toolkit for the Conservation and Sustainable Management of Forest Biodiversity. I. Thompson and T.Christophersen (Eds.). Secretariat of the CBD. 2008. 53 p.
www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-39-en.pdf

Vers une interdiction des nanoparticules dans les produits biologiques ?

La nanotechnologie – science et technique de l'infiniment petit – a un champ d'application très vaste. Des nanoparticules d'une taille de 1 à 100 nm (1 nm = 1 billionième de mètre) sont utilisées entre autres dans le domaine de l'agriculture biologique, p. ex. dans les additifs alimentaires, les pesticides et les emballages. Leurs innombrables applications représentent un potentiel très élevé, mais comportent aussi des incertitudes et des risques. Jusqu'à aujourd'hui, il n'existe pas de définition universellement reconnue des nanoparticules, ni de régulation normative de leur utilisation. Le secteur de l'agriculture biologique doit encore se mettre d'accord sur l'interdiction ou l'autorisation de nanoparticules, et à quelles conditions. Les recherches préliminaires faites à ce jour révèlent des effets potentiellement négatifs de nanoparticules appliquées à des organismes vivants. L'agence anglaise de certification des produits biologiques Soil Association respecte le principe de précaution. À partir de janvier 2008, elle bannit l'usage de nanoparticules dans tous les produits biologiques qu'elle certifie, à commencer par les produits sanitaires et de beauté. L'Institut de recherche suisse de l'agricul-

ture biologique (FiBL) exige pour sa part une déclaration quant à l'usage de nanoparticules jusqu'à ce que les données scientifiques établissent clairement les effets sur l'être humain et l'environnement. Cependant, pour le FiBL, le manque de données ne devrait pas empêcher l'usage intégral de cette technologie, dès lors que les risques et les bénéfices varient considérablement en fonction de l'application ; chaque situation devrait être évaluée individuellement.

SOURCES

Soil Association first organisation in the world to ban nanoparticles – potentially toxic beauty products that get right under your skin. SA Press Release 17.01.2008. www.soilassociation.org/web/sa/saweb.nsf/librarytitles/250F6.HTML

Discussion Paper on the use of nanotechnologies in organic production. FiBL. February 2008. 7p. www.fibl.org/subdomain/hifu/hilfsstoffe/documents/discussionpaper_nanotechnology.pdf

Mise en œuvre

La formation est essentielle pour le développement agricole

Investir dans la formation, c'est investir dans l'avenir. Ceci est particulièrement actuel et pertinent quant à l'agriculture dans les pays en développement. Dans de nombreux pays du sud, la formation en agriculture nécessite des réformes. Souvent il manque des ressources et des compétences pour préparer les étudiants de manière adéquate aux nombreux nouveaux défis à relever par l'agriculture au niveau mondial.

À partir de la rentrée de septembre 2008, la Haute école suisse d'agronomie HESA offre des études de master en sciences appliquées agricoles et forestières. Les étudiants peuvent se spécialiser dans trois domaines : la gestion des filières économiques (approche économique), les systèmes de production durables (approche technique-écologique), ainsi que l'agriculture et la foresterie en transition (approche sociale). Ces études sont ouvertes aux détenteurs d'un diplôme de bachelor dans un domaine relatif. Les cours sont

donnés en anglais et les étudiants étrangers sont tout spécialement bienvenus. Le financement est toutefois à charge des étudiants, la HESA n'offrant pas de bourses. S'appuyant sur des fondements théoriques mais orientées vers la pratique, les études de master de la HESA dispensent des connaissances et compétences spécialisées qui sont capitales pour un développement rural fructueux et durable.

SOURCES

Reshaping ACP Tertiary Education in Agriculture – 2015 & Beyond. Michael Madukwe. University of Nigeria. February 2008. <http://knowledge.cta.int/en/content/view/full/6325>

*Les études de master en sciences appliquées agricoles et forestières – une formation orientée vers la recherche ou le management. Haute école suisse d'agronomie HESA. www.shl.bfh.ch/index.php?id=671&L=1
Contact : msc@shl.bfh.ch*

Consultation autour du Partenariat mondial pour les forêts

En 2002, la Banque Mondiale (BM) reconnaît la nécessité d'une approche intégrée afin d'amener un changement quant aux pratiques non durables en gestion des forêts, dont la déforestation.

La première version d'une proposition de Partenariat mondial pour les forêts (PMF) est soumise aux différents acteurs « forestiers » de la coopération internationale par la BM à la mi-2007. Parmi ces acteurs se trouvent des agences gouvernementales, des ONGs, des groupes indigènes, des fondations et la communauté des chercheurs. Au cours de la seconde moitié de l'année, l'International Institute for Environment and Development évalue cette proposition par des sondages d'opinion auprès des parties prenantes, par des groupes de réflexion dans sept pays et une enquête électronique sur internet ouverte au public.

Les résultats disent notamment que la valeur d'un tel partenariat dépendra de son appropriation généralisée

par des partenaires au-delà de la BM et des liens de celui-ci avec les réalités locales. Le rôle de la BM y est vu avant tout dans l'exploitation d'instruments financiers, pour autant qu'elle gagne en crédibilité en conduisant cette initiative avec des tiers.

Selon l'évaluation, le défi principal consistera à trouver ensuite les institutions prêtes à s'engager afin que le PMF devienne une réalité qui contribue à répondre aux besoins mondiaux, nationaux et locaux.

SOURCE

Partenariat mondial pour les forêts: Consultation et évaluation. Mise à jour. Principales conclusions de l'IIED et recommandations initiales. Steve Bass et James Mayers. IIED. 2008. www.iiedgfpconsultation.org

Monitoring environnemental au niveau des communautés

Pendant longtemps, on pensait que l'extraction à petite échelle de produits forestiers non ligneux, dont le commerce procure aux ménages pauvres un revenu complémentaire bienvenu, n'avait guère d'effets sur la stabilité des écosystèmes et même qu'elle contribuait à préserver les forêts.

Or, des observations à long terme ont infirmé ces idées et ont mis en lumière les retombées négatives de ce type d'activités sur la biodiversité et sur la résilience des écosystèmes. Ce qui montre bien l'importance d'un monitoring environnemental pour définir les limites entre exploitation durable et non durable des ressources naturelles.

Le modèle de monitoring développé par la Southern Alliance for Indigenous Resources SAFIRE concerne le niveau de la communauté et met l'accent sur le savoir traditionnel des indigènes. Le processus participatif garantit l'engagement accru des acteurs locaux; cependant, le monitoring peut également être mené par des spécialistes

externes. Différentes options, p. ex. l'implication d'experts et l'utilisation de méthodes techniques modernes comme les SIG, sont prises en compte et commentées.

La méthode ne demande pas un grand investissement financier et peut donc être appliquée aussi dans le cadre de petits projets. De plus, les différentes étapes et les recommandations formulées dans le manuel peuvent être utilisées pour le monitoring de différentes ressources naturelles.

SOURCE

Community-based ecological monitoring – Manual for practitioners. Alexander Fröde and Christopher Masara. SAFIRE 2007. Posted on the Development Gateway Portal in March 2008. 64 p. www.cbd.int/doc/adaptation/Community-based_ecological_monitoring_2007.pdf

Les peuples indigènes et le changement climatique

Juste avant la saison des ouragans, les Quenzungal, peuple indigène du Honduras, plantent leurs cultures sous les arbres. Les racines des arbres, profondes et larges, stabilisent le sol. Grâce à cette « astuce », les paysans ont pu engranger 90% de la récolte attendue lors du passage destructeur de l'ouragan Katrina en 2005. D'innombrables peuples et sociétés indigènes et traditionnels dans le monde entier connaissent de telles méthodes pour diminuer les effets des caprices de la nature. Ce trésor de savoirs ancestraux est pour l'heure peu étudié; on sait encore moins dans quelle mesure les ethnies vivant dans des régions particulièrement exposées aux aléas climatiques s'en sortent face aux effets toujours plus incisifs du changement climatique. Un rapport de l'UICN publié en mars 2008 donne des pistes pour combler ces lacunes. Ses auteurs identifient les répercussions culturelles et sociales du changement climatique sur les communautés indigènes, soit des

groupes de population de régions côtières, de régions arides, de forêts tropicales et de régions de montagne. En outre, le rapport donne une vue d'ensemble des stratégies d'adaptation existant déjà, nombreux cas concrets à l'appui. Comment les peuples traditionnels exploitent-ils les habitats morcelés par des incendies forestiers, comment gèrent-ils la perte de la diversité biologique ou encore les risques croissants d'inondations et de crues? Une synthèse finale présente des pistes prometteuses pour la politique et le travail de projets.

SOURCE

Indigenous and Traditional Peoples and Climate Change. Issues Paper. Mirjam Macchi et al. IUCN 2008. 64 p.
http://cmsdata.iucn.org/downloads/indigenous_peoples_climate_change.pdf

Café du Vietnam : la tasse est amère

Depuis les années 1990, le Vietnam est passé de l'économie planifiée à l'économie de marché. Du coup, ce pays a connu une rapide croissance économique et une meilleure intégration dans les marchés mondiaux. La production du café a été massivement poussée, amenant une forte vague migratoire des plaines vers les hauts plateaux au centre du pays.

Se fondant sur une étude de cas par région d'émigration et d'immigration, l'auteur démontre que le flux migratoire induit par le développement de la production caféière génère des conséquences économiques, écologiques et sociales pour tous les acteurs. Alors que le prix du café demeure largement volatile, sa production demande beaucoup de fertilisants et d'eau, ce qui contribue à une dégradation accélérée du sol. Toutes les personnes occupées à la culture de café sont ainsi exposées à des risques accrus en termes de détérioration de leurs moyens d'existence.

Le soutien des émigrés par leur famille et les réseaux d'entraide sociale est certes une stratégie importante

pour mitiger ces risques, mais elle ne fait que reporter les risques sur les personnes restées sur place. Parallèlement, cette dynamique de la migration a des incidences sur le développement des régions voisines (urbanisation, industrialisation).

C'est pourquoi l'auteur insiste sur l'importance de tenir compte de toutes ces interdépendances et stratégies lorsque l'on étudie les effets de la globalisation dans les régions de montagne.

SOURCE

Rural In-migration and Global Trade. Managing the Risks of Coffee Farming in the Central Highlands of Vietnam. Alexandra Winkels. Mountain Research and Development, Vol 28, No 1, 2008. 9 p.
www.bioone.org/perlserv/?request=get-document&doi=10.1659%2Fmrd.0841

InfoResources a de nouveaux partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie

Depuis janvier 2008, InfoResources collabore avec de nouveaux partenaires. Ces partenariats résultent de l'effort général du réseau InfoResources de promotion des perspectives des pays en développement. Ils enrichiront les produits d'InfoResources en y incluant les points de vue émanant des pays du sud et contribueront à l'extension de son réseau d'experts.

Basé au Nicaragua, le *Servicio de Información Mesoamericano sobre Agricultura Sostenible (SIMAS)* travaille dans le domaine de la gestion de l'information avec un large réseau d'organisations de paysans et de la société civile en Amérique centrale.

Le *Centre for Training and Integrated Research in ASAL Development (CETRAD)*, au Kenya, est spécialisé dans l'analyse et l'évaluation du potentiel et de l'utilisation des ressources dans les régions arides et semi-arides.

De plus, par le biais d'Intercooperation (IC-HO), InfoResources collabore étroitement avec les délégations IC dans les Andes, au Bangladesh, en Inde et au Mali.

InfoResources News contiendra désormais des contributions de ces partenaires. Nous espérons que cette collaboration continuera d'étayer l'offre de nos produits. Vos commentaires sont toujours bienvenus : info@inforesources.ch

INFORMATION

SIMAS : www.simas.org.ni

CETRAD : www.cetrad.org

IC Andes : www.asocam.org

IC Bangladesh : www.intercooperation-bd.org

IC India : www.intercooperation.org.in

IC Mali : www.dicsahel.org



L'équipe InfoResources et ses nouveaux partenaires.

De gauche à droite : Alessandra Giuliani (InfoAgrar), Felix Hintermann (InfoAgrar), Samuel Makali (CETRAD), Falguni Guharay (SIMAS), Ruth Wenger (Intercooperation, IC-HO), Josef Schmidlin (InfoAgrar), Bettina Stäubli (InfoAgrar), V. Padmakumar (IC India), Jane Carter (Intercooperation, IC-HO), Susanne Wymann von Dach (CDE).

Pas présents : Fani Kakridi Enz (CDE), Dorothee Scholian (InfoAgrar), Monika Egli (InfoAgrar), Shirin Parveen Biswas (IC Bangladesh), Mamadou Moustapha Diarra (IC Mali), Lorena Mancero (IC Andes).

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

InfoResources est composé des trois institutions suisse : Intercooperation (IC-HO), Infoservice CDE et InfoAgrar/SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde/Bangladesh/Mali/Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

Ont contribué à ce numéro :

Ruth Wenger (ed, IC-HO), Fani Kakridi Enz (ed, CDE), Felix Hintermann (ed, SHL), Ulla Gämperli (CDE), Falguni Guharay (SIMAS), Alessandra Giuliani (SHL) (ed = membre de l'équipe éditoriale)

Traduction française :

Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :

Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression :

Schlaefli & Maurer AG

Contact :

*InfoResources
Länggasse 85, CH-3052 Zollikofen,
Suisse*

Tel. : +41 31 910 21 91

Fax : +41 31 910 21 54

info@inforesources.ch, www.inforesources.ch

InfoResources est financé par :



*Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra*

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

• • • Bern University of Applied Sciences
• Swiss College of Agriculture SHL

© 2008 InfoResources